

DE BUENOS AIRES



N°26 – Du 24 au 30 juin 2022

Zoom – Argentine – Le conseil d'administration du FMI approuve la 1^{ère} revue trimestrielle du mécanisme élargi de crédit

Le 24 juin, le conseil d'administration du FMI a approuvé la 1^{ère} revue trimestrielle du mécanisme élargi de crédit conclu avec l'Argentine fin mars dernier pour un montant équivalent à 31,9 Mds de DTS sur 30 mois (environ 44 Mds USD, soit 1.001% de la quote-part du pays au Fonds). Son approbation a dès lors entraîné un versement de 4 Mds USD à l'Argentine. Cette 1^{ère} revue s'est conclue par une reconnaissance du Fonds du respect des critères de performance et cibles indicatives fixés pour la fin du 1^{er} trimestre. Pour rappel, les objectifs trimestriels fixés dans le programme concernaient surtout le déficit budgétaire primaire (devant être inférieur à 0,3% du PIB sur le trimestre), ainsi que le financement monétaire net (devant être inférieur à 237 Mds de pesos sur le trimestre) et l'accumulation des réserves internationales (hausse des réserves nettes de 1,2 Md USD sur trois mois). Le déficit primaire s'est établi à 0,25% du PIB fin mars grâce, comme soulevé par les services du FMI, à un artifice comptable permettant de prendre en compte les revenus d'actifs financiers indexés sur l'inflation (0,2% du PIB). De plus, fin mars, le financement monétaire net a atteint 122 Mds de pesos et les réserves internationales nettes ont progressé de 1,5 Md USD. De la même manière, les services ont noté des progrès dans les ajustements structurels, comme dans le secteur de l'énergie, conformément aux engagements du programme. Cette 1^{ère} revue fut également l'occasion d'aborder les effets du conflit russo-ukrainien sur l'économie argentine. Selon les services, l'impact direct sur la croissance serait limité compte tenu des liens commerciaux et financiers très modestes qu'entretient l'Argentine avec l'Ukraine et la Russie. Ainsi, les services maintiennent leurs hypothèses de croissance pour 2022, avec des prévisions de croissance qui restent comprises entre 3,5 et 4,5%. En revanche, les services anticipent une réduction notable de l'excédent de la balance courante (0,5% du PIB en 2022 versus 1,4% du PIB en 2021), du fait de l'alourdissement de la facture énergétique. Si l'effet-prix bénéfique pour les exportations (céréales, pétrole) devrait permettre de compenser le renchérissement des importations (gaz naturel liquéfié et, dans une moindre mesure, les engrais), les services insistent sur les effets indirects du choc économique lié au conflit. En plus d'attiser les tensions inflationnistes – les services ont rehaussé leurs prévisions d'inflation, désormais comprises entre 52 à 62% pour 2022, contre 38 à 48% dans le programme conclu en mars – ce choc pourrait contraindre l'atteinte des objectifs trimestriels. Cela pourrait ainsi être le cas des objectifs centraux de déficit primaire – en augmentant les dépenses sociales et les subventions énergétiques – ou bien de financement monétaire du déficit budgétaire et d'accumulation de réserves internationales – qui serait contrainte par la pression des importations. Les autorités argentines ont donc, à l'occasion de cette 1^{ère} revue, sollicité un recalibrage de ces objectifs trimestriels pour alléger les efforts qui avaient été définis pour le 1^{er} semestre et les reporter au 2^{ème} semestre afin de ne pas modifier les cibles annuelles. Pour rappel, ces cibles sont, pour 2022, de 2,5% du PIB pour le déficit primaire, 1% du PIB pour le financement monétaire du déficit et une hausse des réserves internationales nettes de 5,8 Mds USD.

LE CHIFFRE À RETENIR

4

Versement obtenu
après la 1^{ère} révision
en Mds USD

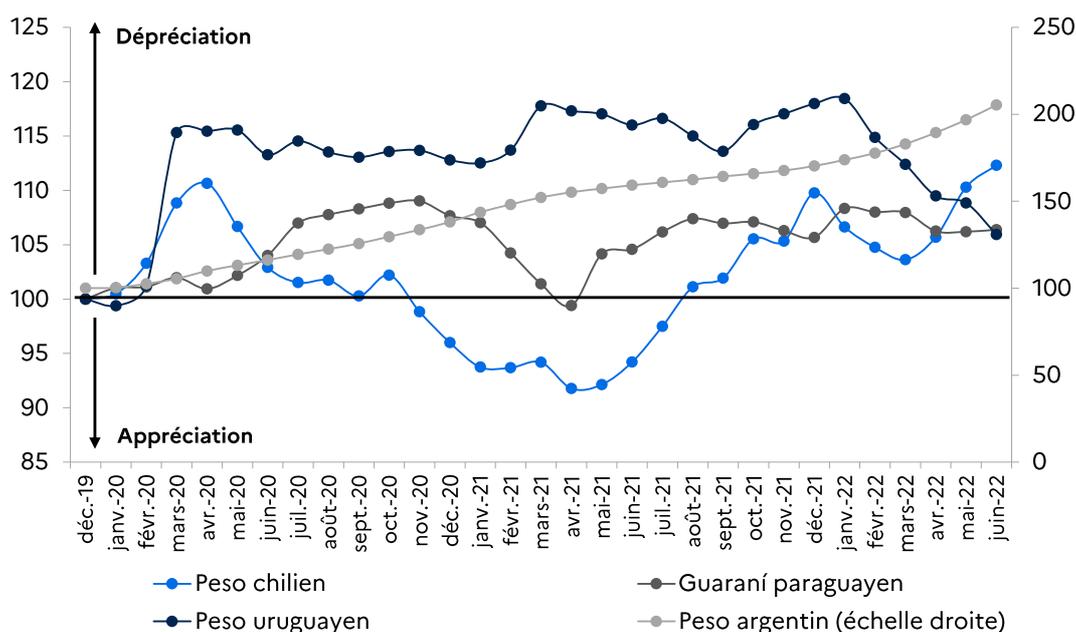
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,3%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,2%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publique (% du PIB)	80,6%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,3%	-6,6%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieure (% du PIB)	58,3%	76,8%	49,9%	77,1%
Prévisions et projections - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	1,5%	0,3%	3,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	3,3%	1,7%	0,2%	4,6%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	72,6%	10,0%	8,2%	8,6%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	488,6	316,9	38,3	59,4
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Évolution des taux de change des devises des pays du cône Sud par rapport au dollar américain (décembre 2019 = base 100)



Sources : FMI, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

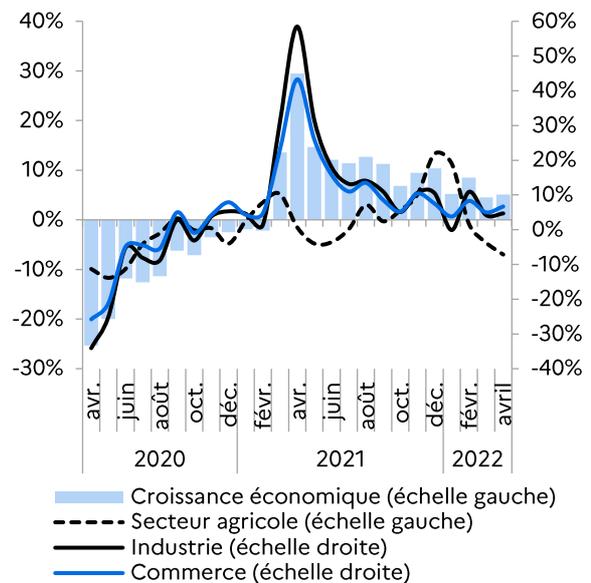
ARGENTINE

La croissance économique, confirmant l'évolution en dents de scie observée au 1^{er} trimestre, a été relativement dynamique en avril

En avril, l'activité économique argentine a progressé de 0,6% par rapport à mars en désaisonnalisé. Ce résultat confirme ainsi son évolution en dents de scie observée au cours du 1^{er} trimestre de l'année, puisqu'elle avait chuté de 0,8% en janvier et en mars et progressé de 1,1% en février. De plus, en glissement annuel, la croissance a fait preuve de résilience, puisqu'elle s'est élevée à 5,1% au mois d'avril (après +4,5% en mars, +8,5% en février et +5,2% en janvier). En cumulé sur les quatre premiers mois de l'année, elle s'est élevée à 5,7% sur un an.

Ce sont surtout le commerce (+6,7% sur un an) et l'industrie manufacturière (+4,7%) qui ont contribué à la croissance au mois d'avril, profitant notamment, pour le premier, d'une normalisation de l'activité économique par rapport à avril 2021 et, pour le second, d'une demande extérieure relativement soutenue. D'autres secteurs ont également contribué à la croissance sur le mois, bénéficiant aussi, entre autres, de la normalisation de l'activité, à l'instar de l'activité minière (+17,2%) et de la construction (+6,7%), mais également des services, comme les services de transport et de communication (+7,0%) ou l'hôtellerie et la restauration (+40,1%). Seul le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture a contribué négativement à la croissance sur le mois (-7,0%).

Croissance du PIB, du secteur agricole, de l'industrie et du commerce (glissement annuel)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

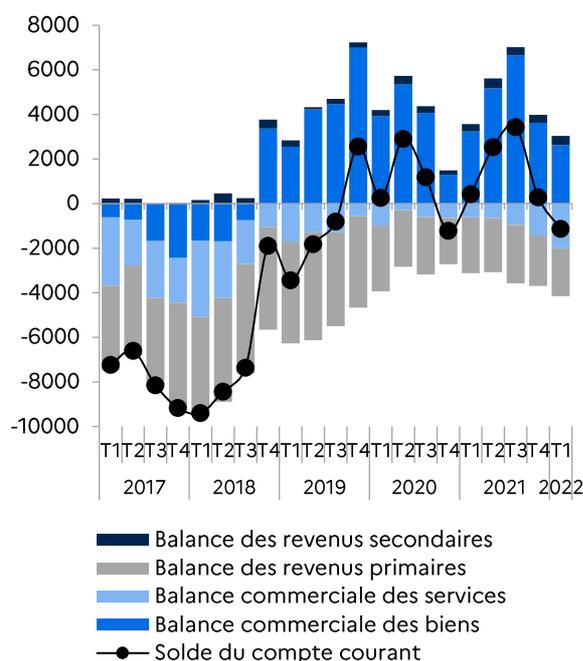
Sous la pression des importations, le compte courant est passé en territoire négatif au 1^{er} trimestre de 2022

Au 1^{er} trimestre de 2022, le compte courant est passé, pour la première fois depuis le 4^{ème} trimestre de 2020, en territoire négatif en enregistrant un déficit d'environ 1,1 Md USD. Il s'explique par la pression des importations, à la fois au niveau des biens via la hausse des importations d'énergie et des services via le tourisme à l'étranger des résidents argentins.

Ainsi, l'excédent de la balance commerciale des biens s'est réduit (à 2,6 Mds USD, soit son niveau le plus faible depuis le 4^{ème} trimestre de 2020) alors que le déficit de la balance commerciale des services s'est creusé (à 2,0 Mds USD, soit son niveau le plus élevé depuis le 2^{ème} trimestre de 2018). Ces mouvements n'ont d'ailleurs pas été compensés par la très légère réduction du déficit de la balance des revenus primaires, qui a atteint 2,2 Mds USD

et qui est principalement dû au rapatriement des capitaux liés aux investissements directs étrangers (IDE) en Argentine, ainsi que par la légère hausse de l'excédent de la balance des revenus secondaires, qui a atteint 410 MUSD.

Évolution du compte courant et de ses composantes (MUSD)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

De son côté, le compte financier a affiché, également pour la première fois depuis le 4^{ème} trimestre de 2020, des entrées nettes de capitaux de près de 1,6 Md USD. Ce résultat s'explique par des entrées nettes de capitaux liées aux IDE de 3,1 Mds USD (constituant un record depuis le 1^{er} trimestre de 2017), grâce à l'émission nette d'instruments de dette des succursales et filiales résidentes en Argentine avec leurs sociétés mères (2,0 Mds USD) ainsi qu'à des participations au capital et dans des fonds d'investissement (1,6 Md USD). De plus, il s'explique par les entrées nettes de capitaux qui sont liées à la catégorie « autres investissements » de près de 3,7 Mds USD grâce, en grande partie, au 1^{er} versement du

FMI fin mars dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (9,7 Mds USD). Ce versement a d'ailleurs contribué à faire augmenter les réserves internationales sur la période, qui ont atteint 43,1 Mds USD fin mars (+3,2 Mds USD par rapport au 4^{ème} trimestre). Cela a permis de compenser les sorties de capitaux de 2,1 Mds USD liées aux investissements de portefeuille, notamment dues à la baisse du volume des titres publics qui sont détenus par les non-résidents (1,5 Md USD) suite à des transactions sur le marché secondaire.

Ces entrées de capitaux ont donc contribué à dégrader légèrement la position extérieure nette argentine, qui est tout de même restée créditrice à 119,3 Mds USD (-2,9 Mds USD par rapport au 4^{ème} trimestre de 2021). Ils ont aussi contribué à faire augmenter le stock d'endettement externe sur la période, qui s'est établi à 274,4 Mds USD (+6,5 Mds USD par rapport au trimestre précédent) du fait, comme mentionné précédemment, de la hausse des engagements de l'administration centrale (3,7 Mds USD) ainsi que du secteur privé non financier (2,5 Mds USD). Parmi les engagements extérieurs, 101 Mds USD (soit 37% du total) devront être remboursés à l'échéance d'un an. À cela s'ajoutent des arriérés de paiement de 22,2 Mds USD, dont environ la moitié est liée à des prêts entre entreprises. Enfin, 97% des engagements extérieurs sont libellés en devise (67% en dollars américains et 4,4% en euros).

Dans l'espoir d'accumuler des réserves, le gouvernement argentin ajuste les mesures de contrôle des changes

À travers la circulaire « A 7532 » publiée le 27 juin, la Banque centrale argentine a introduit certaines modifications au régime d'accès au marché des changes pour le paiement des importations de biens, des importations de



services, des titres de créance, ainsi que pour les délais de l'entrée des devises issues des exportations.

Selon Miguel Ángel Pesce, le président de la Banque centrale, ces mesures seraient ainsi en vigueur de façon temporaire jusqu'au 30 septembre, dans l'objectif de faire baisser les importations de 1 Md USD. Elles auraient aussi pour objectif de permettre à la Banque centrale d'accumuler des réserves – en lien avec les objectifs définis dans l'accord avec le FMI – dans le contexte d'une forte hausse des importations et de la consommation d'énergie propre à la période hivernale.

Les importations font en effet l'objet d'une hausse particulièrement importante : pour le mois de mai, elles se sont établies à 7,9 Mds USD, en hausse de 53,1% sur un an. La plus grande pression vient des importations dans le secteur de l'énergie, battant des records du fait de l'envolée du prix des combustibles causée par le conflit russo-ukrainien. Selon le ministère de l'Économie, pour la période de janvier à mai 2022, elles s'établiraient à 4,6 Mds USD, soit une hausse de plus de 200% par rapport à la même période en 2021.

Selon le communiqué de presse de la Banque centrale, ces mesures ont pour objectif de répondre aux « besoins extraordinaires de devises afin de faire face aux importations d'énergie, tout en soutenant la croissance économique et le développement des PME et en évitant les manœuvres spéculatives sur les importations ». Cet ajustement fait suite, entre autres, aux propos tenus par la vice-présidente, Cristina Fernández de Kirchner, qui a récemment publiquement critiqué un « festival d'importations ».

La grève des camionneurs contre la pénurie de diesel paralyse la chaîne logistique argentine

Face à la pénurie de diesel en Argentine et l'augmentation des prix du carburant du fait du conflit en Ukraine, une grève nationale de plusieurs syndicats de transporteurs routiers argentins a débuté le 22 juin pour une durée indéterminée. Cette protestation provenait à l'origine de l'Association des transporteurs routiers de Tucumán, qui souhaitait obtenir un alignement des prix avec ceux de la ville de Buenos Aires, mais elle s'est désormais étendue à tout le pays, alors que la pénurie touche toutes les provinces du pays hormis la province de Terre de Feu. La grève et le blocage des routes sont des initiatives de syndicats de transporteurs ayant formé un groupe afin de coordonner leur action.

Les transporteurs routiers réclament ainsi la sécurisation de l'approvisionnement et des tarifs uniformes dans tout le pays, alors que les prix du litre de gasoil peuvent varier de 120 à 250 pesos (0,90 à 1,90 euros au taux de change officiel) et que les différences de prix entre les provinces peuvent atteindre jusqu'à 78%. Ils demandent également l'application de l'article de la loi sur l'approvisionnement qui garantit une subvention à ceux qui ne peuvent pas travailler à cause du manque de certains intrants, les transporteurs affirmant qu'ils ne peuvent pas effectuer leur travail du fait du manque de diesel. Enfin, ils sollicitent une aide financière de l'État pour surmonter la crise qu'ils traversent, notamment via des allègements fiscaux.

Le 28 juin, les grévistes se sont rendus dans la ville de Buenos Aires pour faire entendre leur voix, mais un barrage policier les a empêchés d'atteindre le centre de la capitale avec leurs camions. Après avoir annulé une rencontre



prévue le 22 juin en raison de l'absence du ministre des Transports, Alexis Guerrero, différentes chambres de transport ont ainsi finalement rencontré des représentants du ministère le 29 juin, avec pour objectif de réviser le taux de référence du fret, puisque l'approvisionnement et les prix du diesel dépendent du secrétariat à l'Énergie. Après près de cinq heures de débat, le comité de négociation participatif s'est mis d'accord sur une hausse de 25% du tarif de référence, qui vient compléter une augmentation de 46% sur le semestre, avec une augmentation de 10% en février et de 11% pendant le week-end de Pâques. Darío Martínez, le secrétaire à l'Énergie, a cependant accusé le ministre des Transports d'être responsable des barrages routiers alors qu'au même moment, le secteur estimait qu'il y avait entre 50 et 60 barrages et grèves dans les provinces, en particulier à Buenos Aires, à Santa Fe, à Entre Ríos, à Río Negro, puis à Córdoba, Neuquén, Tucumán et Corrientes.

La Chambre de l'industrie oléagineuse de la République argentine (Ciara pour son sigle en espagnol), qui gère les ports fluviaux sur l'Hídroya (grande voie navigable qui permet le transport des marchandises), a rappelé que si la protestation se poursuit, « les ports seront hors service, ce qui affectera les exportations et les devises ». Le 23 juin, le nombre de camions qui sont entrés au port de Rosario, principal port de céréales, avait déjà chuté de près de 87% et, le 28 juin, la mobilisation avait déjà retardé l'entrée aux ports de plus de 350.000 tonnes de céréales, représentant un montant de 200 MUSD.

Le ministre des Transports, quant à lui, a assuré que la situation devrait s'améliorer substantiellement d'ici 15 à 20 jours grâce à l'arrivée de navires pétroliers. En attendant, le président Alberto Fernández a déclaré que

les Argentins « doivent comprendre qu'il y a une pénurie de diesel dans le monde entier » et que « ce problème ne peut être résolu par une grève ». Il a aussi mis en cause la forte croissance récente de la consommation de carburant et a mis en avant comme solution l'utilisation d'une plus grande proportion de biodiesel.

Cette grève met en péril la chaîne logistique de l'Argentine et donc sa chaîne productive, car 90% de l'économie serait transportée en camion, selon les estimations de la FADEEAC (sigle qui désigne la Fédération argentine des entreprises du transport de marchandises). Par conséquent, les représentants du secteur agricole ont annoncé une grève nationale du secteur le 13 juillet. Si l'option de bloquer le trafic routier n'a pas été retenue, aucune vente ne devrait être réalisée ce jour-là et des manifestations auront lieu dans tout le pays.

CHILI

Alors qu'un accord rapide a été trouvé entre l'administration de Codelco et les dirigeants syndicaux, le gouvernement a annoncé un plan pour accroître les investissements du groupe minier

Les travailleurs de Codelco, le groupe public minier et le plus grand producteur de cuivre du Chili ont fait, la semaine dernière, une grève d'une journée contre la fermeture d'une fonderie, qui est située dans la baie de Quintero et Puchuncaví, dans la région de Valparaíso. Le gouvernement avait annoncé la fermeture de cette fonderie suite à des épisodes récents de pollution au dioxyde de soufre, qui ont affecté la population vivant à proximité du site.



Les dirigeants syndicaux et les représentants de l'entreprise ont ainsi déclaré qu'ils étaient parvenus à un accord pour constituer un groupe de travail et de négociation afin de discuter d'une transition « juste » pour les travailleurs de la fonderie. La courte durée de la grève fut un soulagement pour les deux partis puisque, selon la Fédération des travailleurs du cuivre (FTC), la grève aurait coûté 20 MUSD par jour à Codelco.

En parallèle de cette grève, le ministre des Finances, Mario Marcel, a annoncé un plan pour réinvestir 30% des bénéfices annuels de Codelco afin de financer son portefeuille de projets d'investissement. À noter qu'en tant qu'entreprise publique, le groupe Codelco devait jusqu'ici verser 100% de ses bénéfices aux caisses de l'État. Ce plan permettra ainsi de réduire le recours à l'endettement et de renforcer le bilan du groupe Codelco, tout en favorisant les investissements dans son portefeuille de projets. Celui-ci est évalué à 40 Mds USD pour la décennie à venir, un chiffre se distinguant comme « le plus important dans l'industrie minière au niveau mondial », selon le groupe minier.

Ainsi, le plan de réinvestissement qui a été présenté sera calculé sur 2021-2024 afin que, sur cette période, la moyenne des bénéfices annuels réinvestis soit de 30%. En 2021, à titre d'exemple, les bénéfices se sont élevés à 1,9 Md USD, impliquant un réinvestissement de près de 583 MUSD. Le principal objectif du plan est ainsi de soutenir la filière minière et d'investir dans des projets structurels qui assureront une production de cuivre de près de 1,7 millions de tonnes par an pendant 50 ans, selon les projections du groupe.

Le peso chilien s'est fortement déprécié en juin, atteignant un niveau record vis-à-vis du dollar américain et soulevant des inquiétudes

Le 29 juin, le taux de change du peso chilien par rapport au dollar américain a atteint un niveau record, fleurant avec les 930 pesos pour un dollar, après avoir dépassé la barre des 900 pesos pour un dollar le 23 juin. Ce niveau record s'inscrit en réalité dans une tendance à la dépréciation tout au long du mois de juin. Sur le mois, le peso chilien s'est ainsi déprécié de près de 12,7%, soulevant de nombreuses inquiétudes. Depuis le début de l'année, il s'est déprécié de 8,4%.

L'évolution de la devise chilienne s'inscrit à rebours de l'évolution des devises des autres pays de la région. Avec le peso argentin, le peso chilien est ainsi la seule devise de la région qui, par rapport au début de l'année, s'est dépréciée vis-à-vis du dollar. En effet, la plupart des grandes économies de la région étant exportatrices de matières premières, leurs devises ont tiré avantage, entre autres, du choc causé par le conflit russo-ukrainien sur les cours des matières premières.

La dépréciation du peso chilien s'explique par plusieurs facteurs internes et externes. Parmi les facteurs externes, on compte bien évidemment l'impact du resserrement des politiques monétaires dans les pays avancés, en particulier de celle de la Fed aux États-Unis. À cela s'ajoute également, notamment à cause du ralentissement de la croissance de la Chine, la baisse du prix du cuivre, qui a atteint des niveaux très bas fin juin, passant en dessous du plancher de 4 USD la livre le 22 juin et atteignant environ 3,7 USD la livre le 30 juin (-15% sur un mois), soit son prix le plus bas depuis février 2021. Des facteurs



internes sont également à l'œuvre, tels que l'incertitude liée à la nouvelle Constitution.

Face à cette forte dépréciation, le 24 juin, le ministre des Finances, Mario Marcel, a ainsi annoncé que le ministère vendrait pour près de 5 Mds USD d'excès de liquidité en devises au cours des 60 prochains jours, avec un maximum de 200 MUSD par jour. Cette annonce n'a eu qu'un effet de court terme sur le taux de change du peso par rapport au dollar, qui s'est ainsi maintenu au-dessus de la barre des 900 pesos pour un dollar. À ce titre, le ministre des Finances a rappelé que les interventions qui sont les plus efficaces pour limiter la dépréciation du peso restent celles de la Banque centrale. Toutefois, à ce stade, aucune intervention de la Banque sur le marché des changes n'est envisagée. Celle-ci soutient son système de change flottant qui permet à l'économie du pays d'absorber les chocs externes. Les mouvements du peso étant, selon elle, principalement causés par les facteurs externes évoqués ci-dessus, une intervention n'est pas encore justifiée.

PARAGUAY

Le PIB paraguayen s'est contracté au 1^{er} trimestre de 2022

Au cours du 1^{er} trimestre de 2022, le PIB du Paraguay a enregistré une baisse de 2,0% en glissement annuel. Ces résultats s'inscrivent ainsi dans une décélération continue de la croissance du PIB sur les derniers trimestres. Elle avait en effet stagné au 4^{ème} trimestre de 2021 (+0,2% sur un an), après avoir enregistré une légère hausse au 3^{ème} trimestre (+2,6%) et une très forte progression au 2^{ème} trimestre (+14,1%) grâce, en partie, à un effet de base favorable. La contraction de l'activité au 1^{er}

trimestre de l'année s'explique par les effets de la sécherresse qu'a traversée le pays en début d'année sur la production ainsi que les exportations du secteur agricole.

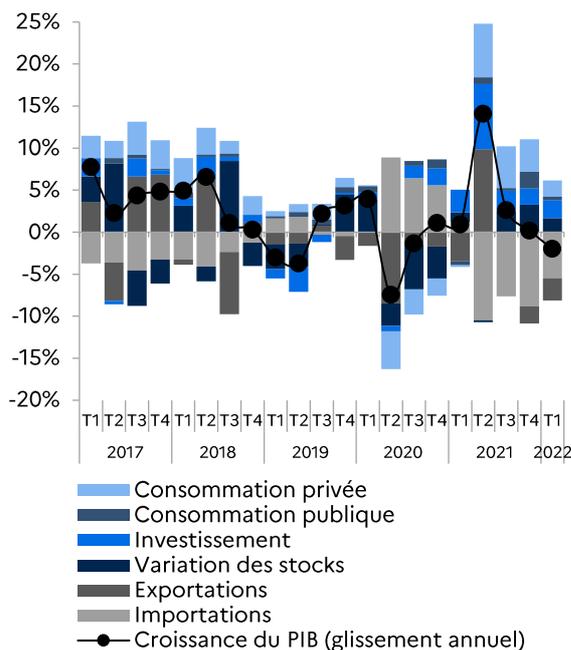
Côté offre, l'activité agricole a donc affiché un repli spectaculaire de 41,2% en glissement annuel, notamment du fait de la chute de la production de soja, de maïs, de riz et de canne à sucre. À cela viennent s'ajouter les replis des activités d'élevage, de sylviculture, de pêche et du secteur minier (-8,7% sur un an) et de production d'électricité (-11,1%), les entreprises binationales ayant notamment souffert du faible débit du fleuve Paraná. Les principaux gagnants ont été la construction (+10,5%) ainsi que l'industrie manufacturière (+4,3%) et les services (+3,9%), qui ont pu tirer profit de la normalisation de l'activité économique. En excluant le secteur agricole et les activités des entreprises binationales, le PIB a donc affiché un bon résultat, puisqu'il a progressé de 4,3% sur un an au 1^{er} trimestre (contre 3,6% le trimestre précédent).

Côté demande, les résultats ont donc été mitigés. D'une part, la demande extérieure a contribué négativement à la croissance, du fait de la baisse des exportations de biens et services (-9,3% sur un an), en particulier de soja, de maïs et de viande, et de la hausse toujours très forte des importations (+19,7%). D'autre part, la demande interne a contribué positivement à la croissance sur le trimestre, grâce à l'investissement (+10,4%) ainsi qu'à la consommation privée (+3,4%), orientées en grande partie vers les dépenses de services et les dépenses alimentaires et énergétiques. La consommation publique a aussi progressé sur la période (+4,3%).

Au cours de ce trimestre, les performances du PIB se sont inscrites à rebours de celles des autres pays du cône Sud. L'Argentine, le

Chili ainsi que l'Uruguay ont enregistré des progressions de leur PIB de, respectivement, 6,0%, 7,2% et 8,3% sur un an.

Croissance du PIB et contributions des composantes de la demande



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

À la suite de cette réunion, la ministre de l'Économie et des Finances uruguayenne, Azucena Arbeleche, s'est montrée optimiste et a annoncé que le gouvernement avait revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'année 2022 et qu'il l'estimait désormais à 4,8% (après +4,4% en 2021), soit un point de pourcentage de plus que lors de la dernière prévision publiée en février dernier. Elle a ensuite soutenu que ce point de croissance supplémentaire permettrait de créer pas moins de 40.000 nouveaux emplois. En outre, elle a confirmé que le pays allait conserver ses objectifs de déficit budgétaire, à savoir un maximum de 2,7% du PIB à la fin de cette année et de 2,5% du PIB à la fin de l'exercice budgétaire.

Par ailleurs, sans pour l'instant en connaître le détail, le président Luis Lacalle Pou a d'ores et déjà annoncé que les dépenses publiques allaient augmenter de 100 MUSD (soit près de 0,17% du PIB), et que ce budget irait en priorité à l'éducation, ainsi qu'à la sécurité et au rattrapage des salaires des fonctionnaires, dont les syndicats estiment qu'ils ont perdu 6% de pouvoir d'achat en un an.

URUGUAY

La ministre de l'Économie annonce des prévisions de croissance rehaussées à 4,8% pour 2022

Le 30 juin, le président uruguayen Luis Lacalle Pou a convoqué une réunion du Conseil des ministres uruguayens afin de leur exposer le projet de « *Rendición de Cuentas* » (qui est l'exercice de défense du bilan de l'exécutif devant le Parlement par le président et de proposition de budget) qu'il doit présenter devant le Parlement le 30 juin.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service économique régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)